



Editorial

Par la route qui mène à Krems, nous avançons vers la Souveraineté Alimentaire des peuples

En Europe plus de mille fermes disparaissent chaque jour, et avec elles les gens qui leurs donnent vie. La perte de la biodiversité cultivée n'en finit pas d'augmenter. Les meilleures terres passent aux mains du capital financier qui, en spéculant sur les aliments, déclenche les crises des prix des denrées alimentaires. La population européenne a de moins en moins confiance en un système alimentaire qui menace périodiquement sa santé... Ce sont quelques unes des graves conséquences **d'un système alimentaire mondial basé sur un modèle néolibéral non soutenable**, dirigé par les transnationales et les marchés financiers. Les politiques agricoles en vigueur en Europe ont été développées en suivant les doctrines de l'Organisation Mondiale du Commerce. La PAC s'est transformée : d'un mécanisme visant à garantir la sécurité alimentaire sur le continent, c'est devenu un instrument sans vocation politique, laissant la régulation agricole à la merci de la pure concurrence néolibérale, dont les multinationales ressortent toujours gagnantes, tandis que les petits paysans européens et de beaucoup d'autres pays y perdent toujours. Il est temps de changer, il est temps de ramener de la politique au sein de la fausse démocratie dans laquelle nous nous trouvons. **La souveraineté alimentaire doit être considérée comme le cadre des politiques agricoles en Europe et dans le monde.** Les petits producteurs et productrices, avec leur agriculture paysanne –malgré ce que dit l'industrie agroalimentaire– sont les seuls à pouvoir alimenter la population en préservant la richesse de notre planète pour les générations futures. Alors que la politique et les intérêts économiques persistent sur le mauvais chemin, dans toute l'Europe les citoyens et citoyennes s'organisent pour reprendre le contrôle de leurs systèmes alimentaires et agricoles : mouvements pour la multiplication des semences, organisations contre les OGM, jeunes paysans et paysannes se réinstallant à la campagne, coopératives de production-distribution-consommation... sont quelques unes des nombreuses alternatives qui se construisent en Europe. Le Forum Nyéléni 2011 offrira la possibilité d'une réflexion collective sur ces nouvelles initiatives, et nous permettra d'examiner comment travailler ensemble plus efficacement. **En Autriche nous renforcerons les piliers** sur lesquels nous construisons le mouvement européen pour la souveraineté alimentaire.

Javier Sanchez, ECVC et Comité de Pilotage de Nyéléni Europe



NYELENI 2011
EUROPEAN FOOD SOVEREIGNTY FORUM



Mobilisez
-VOUS!

5 - 12 août

7ème session du **Comité consultatif du Conseil des Nations Unies pour les droits humains** (avec un séminaire spécial sur les droits des paysans) - Genève, Suisse - <http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrcouncil/advisorycommittee.htm>

16 - 21 août

Forum européen Nyéléni pour la souveraineté alimentaire - Krems, Autriche - <http://nyeleni2011.net/>

3 - 5 septembre

Conférence information des Nations Unies sur Rio 2012 - Bonn, Allemagne - www.un.org/wcm/content/site/ngoconference

10 septembre

Journée internationale de lutte contre l'OMC, commémoration de Lee Kyung Hae

Octobre – Décembre

Conférences régionales des Nations Unies sur le développement durable (Rio2012). Participons dans les rencontres régionales pour inclure l'agriculture durable dans l'ordre du jour de Rio! Vérifiez le calendrier pour votre région : <http://www.uncsd2012.org/rio20/index.php?Menu=23>

Abonnez-vous
en ligne sur
www.nyeleni.org



Sous les feux de la rampe Souveraineté Alimentaire en Europe

page 2



Le Forum Nyéléni, organisé au Mali en 2007, se voulait le démarrage de démarches similaires partout dans le monde, pour identifier et renforcer les luttes pour la Souveraineté alimentaire. Il s'agissait d'une priorité pour les organisations européennes, conscientes de l'impact sur le reste du Monde de ses institutions, de leurs politiques, ainsi que des modèles agricoles, sociaux, politiques et économiques que ces institutions promeuvent. Avec 738 millions d'habitants, l'Europe représente plus de 10 % de la population mondiale répartis dans 51 pays. Parmi ces derniers, 27 (rassemblant 500 M d'habitants) constituent l'Union Européenne (UE), et ont mis en commun et délégué à des institutions supranationales de plus en plus de compétences. Une des premières politiques, et la plus importante du point de vue du budget avec 46 % des 141 Md d'euros de budget européen (2010), est celle de l'Agriculture.

Qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au Forum Nyéléni 2007, au Mali, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, Vétérinaires sans frontières.

Il est temps d'agir pour la Souveraineté Alimentaire!



La méthodologie du forum : partager l'expérience

Tous les participants au forum sont des représentants d'organisations qui travaillent pour la souveraineté alimentaire. Nous espérons être capables d'accueillir des participants de toute la zone pan-européenne – 42 pays. Des discussions seront organisées autour de trois questions clés :

1. Que signifie la souveraineté alimentaire pour nous et comment y sommes-nous engagés ?
2. Quels sont les obstacles et les opportunités pour atteindre la souveraineté alimentaire en Europe ?
3. Comment travailler ensemble pour réaliser la souveraineté alimentaire ?

Les participants choisiront ensuite un axe thématique pour tout le forum dans lequel ces trois questions seront débattues :

1. Modèles de production
2. Marchés, organisation des chaînes et réseaux alimentaires
3. Conditions de travail et aspects sociaux
4. Accès à la terre et aux autres ressources
5. Politiques publiques (PAC et développement rural, politiques relatives à la pêche, l'énergie, le commerce)

La méthodologie du forum assurera une participation égale de tous ses participants. Les décisions seront prises par consensus. Il n'y aura évidemment pas de place pour des comportements discriminatoires (liés à la race, à l'orientation, au genre...) ou agressifs. Les discussions se feront autour des cinq axes thématiques. Les groupes d'intérêts (producteurs, consommateurs, travailleurs et ONG) et les réunions régionales fourniront des contributions permettant d'aller plus loin dans ces discussions. Le forum commencera par une journée de la femme et des réunions de jeunes se tiendront régulièrement. En plus du travail collectif pendant les sessions il devrait y avoir assez de temps pour apprendre à se connaître les uns les autres. Des volontaires préparent en ce moment un programme culturel, il y aura une journée de sortie avec la possibilité de visiter des initiatives locales de fermiers, nous aurons une mística quotidienne... L'alimentation sera régionale, bio et équitable, fournie par une cuisine mobile en coopération avec des fermiers locaux. Une équipe d'autrichiens enthousiastes travailleront comme volontaires pendant le forum. L'interprétation sera assurée par COATI, un collectif d'interprètes volontaires. Des participants et groupes de soutien dédient leur temps, leurs cerveaux et leurs cœurs afin de renforcer un mouvement européen pour la souveraineté alimentaire, en accord avec le slogan de la Via Campesina : **Mondialisons la lutte, mondialisons l'espoir !** Pour plus d'info <http://nyeleni2011.net/>

Un souvenir de Nyéléni 2007

Miriam Nobre, Marche Mondiale des Femmes

Le forum Nyéléni a réuni des gens de cultures politiques et d'expériences très différentes, mais avec un objectif commun : faire de la souveraineté alimentaire une réalité. Nous avons construit un espace indépendant favorisant la coexistence et l'échange entre différents mouvements, au rythme du temps, des saveurs, et des savoirs des gens du Mali. Nous avons eu l'opportunité de partager les luttes des femmes pour la souveraineté alimentaire et d'aiguiser une vision féministe qui reconnaît notre contribution à la production, la préparation et la distribution de l'alimentation, et avec laquelle nous pouvons nous confronter aux obstacles posés par les traditions patriarcales et l'expansion du capitalisme dans l'agriculture. Nous sommes repartis plus forts pour continuer la lutte pour la souveraineté des peuples et l'autonomie des femmes, et organiser de nouvelles actions entre les femmes des campagnes et celles des villes, en lien avec d'autres mouvements.

Politique Agricole Commune : de l'autosuffisance alimentaire à la compétition néo-libérale

La Politique Agricole Commune (PAC) a fortement évolué depuis sa création en 1962. A cette époque, face au besoin **d'assurer la sécurité alimentaire des populations et l'indépendance alimentaire de l'UE**, la Politique Agricole Commune s'est donné comme objectif d'accroître la productivité agricole et d'améliorer les revenus des agriculteurs tout en maintenant des prix raisonnables pour les consommateurs. Cette politique repose sur trois éléments : des prix rémunérateurs, décidés chaque année, de façon administrée, pour les principaux produits en fonction des coûts de production, des protections tarifaires aux frontières et des débouchés quasi garantis dans le marché intérieur, grâce au principe de préférence communautaire. Avec le temps, **la (sur)production augmente rapidement**, les pays de l'UE doivent stocker et exporter sur le marché mondial en versant des subventions pour compenser la différence de prix. Cela favorise le dumping envers les pays tiers, notamment ceux du Sud, et met les productions locales en concurrence avec des produits subventionnés. En 1984 apparaissent les quotas laitiers pour limiter la production laitière et la répartir entre États membres ; la production de céréales est freinée par des mises en jachère obligatoire, mais cela ne suffit pas. Face à l'explosion du budget, mais face aussi à la pression internationale (États-Unis notamment) pour réduire la protection agricole de l'UE et celle de l'agro-industrie afin d'abaisser le prix de leurs matières premières agricoles et de s'ouvrir des marchés, la PAC a été fortement réformée dans les années 90, puis à nouveau plus récemment. Les prix payés aux producteurs sont fortement abaissés pour atteindre le cours mondial, tandis que se mettent en place des aides directes attribuées en fonction du nombre d'hectares ou d'animaux. Une politique de développement rural, beaucoup moins bien dotée financièrement, complète le dispositif. En 2003, l'aide devient un DPU (Droit à Paiement Unique) découplé des productions, ainsi que l'exige l'OMC qui, depuis sa création en 1994, imprime une influence prédominante sur la PAC, dont toutes les réformes sont dictées par l'exigence de libéralisation. **La Compétitivité est devenue le maître mot de l'UE.** Précisons également que dès sa création, l'Union Européenne a abandonné son indépendance en matière de protéines végétales pour l'alimentation animale, en acceptant de ne pas appliquer de droit de douanes aux tourteaux de soja (génétiquement modifiés ou pas) en provenance des États-Unis.

Un modèle agro-industriel dominant

Ce processus a fortement influencé le modèle d'agriculture qui se développe dans l'Union Européenne. **Aujourd'hui, le modèle agro-industriel domine largement.** Le nombre d'agriculteurs diminue rapidement et certaines fermes deviennent de plus en plus grandes, sans aucun plafonnement des aides perçues. Entre 2000 et 2009, l'Union Européenne des 27 a perdu 25 % de ses actifs agricoles (soit 3,6 millions d'emplois détruits surtout dans les nouveaux États Membres, Roumanie, Pologne, Bulgarie) et avec 11,5 millions d'actifs en 2010, l'emploi agricole représente moins de 5 % de l'emploi total¹. **La diminution du nombre de paysans se présente comme un dogme, un gage d'efficacité économique.** Ainsi, les exigences de pré-adhésion à l'Union Européenne imposent à la Turquie de ramener sa population active agricole de 33 % (en 2002) à près de 7 %, dans le droit fil des exigences imposées à ce pays par le FMI et la Banque Mondiale, qui ont démantelé les politiques de soutien aux producteurs et les organismes publics de négoce des produits². L'Union Européenne impose des normes de production, de transformation et de commercialisation difficiles pour les petits producteurs. Justifiées par la protection des consommateurs, le bien-être animal ou la « modernité », **ces normes favorisent de fait l'agro-industrie**, très présente à Bruxelles où elle exerce un lobbying efficace auprès des institutions européennes. Différentes formes de protection des intérêts industriels s'appliquent aux semences (brevets, Certificats d'obtentions...) pour empêcher l'autonomie des agriculteurs et les forcer à utiliser les graines des multinationales des semences. Seule la mobilisation importante des citoyens a permis jusqu'à présent de freiner la mise en culture de plantes génétiquement modifiées en Europe, mais cela est constamment remis en question, et n'empêche pas les importations massives de graines génétiquement modifiées pour l'alimentation animale structurellement déficitaire. La grande distribution – avec la domination de 6 groupes européens comme Carrefour, deuxième distributeur mondial derrière l'américain Walmart, ou les allemands Aldi et Lidl, champions du hard-discount dont les patrons sont les premières fortunes du pays – capte pour son intérêt la valeur ajoutée, et contribue à écarter du marché les producteurs locaux et à industrialiser la nourriture que les Européens consomment. En Roumanie, par exemple, plus de 50 % de la nourriture est importée malgré la richesse agricole des terres ; ceci est le cas de nombreux pays dans l'UE comme dans les pays hors Union qui en subissent la forte influence. Pourtant, il ne faut pas oublier que de nombreux systèmes co-existent, y compris de très nombreuses fermes pratiquant une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance, qui contribuent à l'alimentation des populations et à la richesse culturelle de l'Europe.

1 - http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Agricultural_labour_input

2 - Une analyse dans les sections 5 et 7 http://siteresources.worldbank.org/TURKEYEXTN/Resources/361711-1209153236622/Volume_II_Final.pdf et http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/Pubs/Turkey_BHoekman&STogan_book.pdf



Face à une Europe dans l'impasse sociale, la Souveraineté Alimentaire nourrit un vaste mouvement

Les trop faibles revenus entraînent également l'obligation pour de nombreuses personnes de migrer et de se louer comme saisonnier pour la production intensive de fruits ou de légumes. Espagne, Allemagne, France... on justifie l'exploitation de travailleurs sous-payés par l'impératif de compétitivité dans une Europe qui vante la « concurrence libre et non-fauscée » mais ne propose aucune harmonisation fiscale et sociale entre les Etats Membres ainsi mis en concurrence. Dans cette Europe, la pauvreté et la précarité s'accroissent, laissant beaucoup de jeunes sans perspectives, avec l'augmentation du chômage et l'érosion des services publics. L'accès à la nourriture est difficile pour de nombreuses personnes. Sous la pression des banques, les Etats sont mis au bord de la faillite, comme c'est le cas de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne, bientôt de l'Italie, et ainsi de suite.

Crise du capitalisme prédateur. Il est temps de changer de système. Pendant ce temps, des alternatives au modèle non soutenable dominé par l'intérêt des industriels et de la finance se développent partout sur le terrain. Des citoyens, des jeunes, hommes et femmes, portent des initiatives pour permettre l'accès au foncier et installer de nouveaux paysans, pour produire en respectant l'environnement, s'approvisionner localement en aliments sains, pour que les pauvres aient aussi le droit de manger de bon produits, ou pour créer des échanges justes dans un monde solidaire. Des acteurs de ces changements profonds, venus de plus de trente pays, vont se rassembler à Krems durant ce forum Nyéléni Europe pour échanger autour des grands enjeux alimentaires, renforcer le mouvement pour la Souveraineté alimentaire en Europe, et obtenir, au sein des institutions responsables, des règles du jeu plus équitables pour le bien des peuples et de la planète. Pour plus d'infos <http://nyeleni2011.net/>

Souveraineté alimentaire: définition

La *Souveraineté alimentaire* est le droit des peuples à une alimentation saine, appropriée à leur culture et produite par des méthodes durables et écologiques. C'est aussi le droit des peuples à définir et à pratiquer les systèmes alimentaires et agricoles de leur choix. La Souveraineté alimentaire place au cœur du système et des politiques alimentaire, les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment les denrées alimentaires plutôt que les demandes du marché et des multinationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la génération prochaine. Elle offre une stratégie de résistance au commerce international et au système alimentaire actuel en contribuant à son démantèlement, elle indique aussi de nouvelles directions pour les systèmes alimentaires, agricoles, pastoraux et halieutiques afin qu'ils soient déterminés par les producteurs et les consommateurs locaux. La Souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux, émancipant les paysans et renforçant l'agriculture paysanne, la pêche artisanale, le pastoralisme, la production, distribution et consommation de denrées alimentaires par des pratiques durables pour l'environnement et pour la vie sociale et économique. La Souveraineté alimentaire défend un commerce transparent qui garantit un revenu juste pour chacun ainsi que le droit des consommateurs de contrôler leur alimentation et leur nutrition. Elle assure que les droits d'utilisation et de gestion des terres, des territoires, des eaux, des semences, du bétail, et de la biodiversité se trouvent entre les mains de ceux et de celles d'entre nous qui produisent les denrées alimentaires. La Souveraineté alimentaire sous-entend de nouvelles relations sociales sans oppression et ni inégalité entre les hommes et les femmes, les peuples, les races, les classes sociales et les générations. Pour plus d'info <http://www.nyeleni.org/IMG/pdf/31Mar2007NyeleniSyntesisReport-en.pdf>

L'écho des campagnes

Histoires courtes de résistance et d'alternatives en provenance d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe.

Les temps changent, l'agriculture est désormais un thème politique

Heike Schiebeck, paysanne autrichienne, apicultrice et militante de la Via Campesina

Pendant les années 1970, Longo maï, un mouvement de jeunes citoyen(ne)s, a créé des fermes collectives dans plusieurs pays. A cette époque-là, ce n'était pas du tout habituel. Une de ces fermes, où je vis depuis 32 ans, est située dans les montagnes au sud de l'Autriche. Nous avons une production diversifiée : troupeau de moutons, 30 ruches, des cochons, des poules, des lapins, des potagers, des herbes médicinales, des arbres fruitiers et des forêts. Ces produits sont utilisés pour notre subsistance et pour la vente directe. Quand nous avons commencé à cultiver les terres de la ferme laissées à l'abandon, le principe des fermes collectives n'existait pas encore. En Autriche, les fermes sont gérées par des familles de manière traditionnelle. Le nombre de fermes est en déclin rapide: surcharge de travail, prix non-rémunérateur et des structures familiales souvent patriarcales font fuir les jeunes. Les temps changent. Ces dernières années, l'agriculture est devenue un thème politique. Un nombre croissant de personnes n'accepte plus que leur nourriture quotidienne soit contrôlée uniquement par quelques multinationales. Changeons la politique agricole commune ainsi que les relations sociales, préconisons l'égalité des genres ! La critique contre les supermarchés, la création de potagers en ville, l'occupation des friches pour planter des patates, la « guerilla-gardening », des nouvelles fermes collectives, des projets agricoles portés par les mouvements sociaux sont en train de naître. Un jeune aux cheveux rasta me dit: "Je veux devenir paysan." Je suis émue. Ces initiatives ainsi que la préparation du forum Nyéléni en Autriche, ont contribué à créer le mouvement qui plaide en faveur de la souveraineté alimentaire.

Une première pierre pour la renaissance de communautés locales autonomes

Pierre Besse, fermier depuis 20 ans, et agriculteur en communauté depuis 7 ans dans le sud-ouest de la France

Après l'obtention de mon diplôme en agronomie, j'ai étudié les principes de Masanobu Fukuoka sur l'agriculture naturelle et je me suis engagé dans le mouvement naissant de la permaculture dans les années 1980. C'est ainsi que j'ai décidé de dédier ma vie à l'agriculture. Depuis le début, mon objectif est double : connaître et expérimenter de manière écoresponsable des techniques de production, et encourager le projet politique d'une société inspirée



par le principe de souveraineté alimentaire et basée sur de grandes communautés agricoles indépendantes. Quand j'ai commencé mon activité agricole, je vendais sur le marché local. C'était assez difficile même si les relations avec les clients étaient très bonnes. La vente sur les marchés prenait de 2 à 3 jours de travail par semaine, et le revenu restait très bas, la moitié du salaire minimum... Puis, la première AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) est apparue dans la ville voisine en 2003 et je me suis engagé avec des clients dès 2004. Travailler en AMAP permet de satisfaire les attentes de nos familles : le temps passé à vendre est divisé presque par 5, ce qui laisse plus de temps pour la production, et la plupart des relations avec les clients de l'AMAP apportent une grande récompense sous la forme d'une reconnaissance à la fois matérielle et symbolique. Nous, les fermiers en AMAP, nous sentons vraiment « portés par les consommateurs ». Personnellement, à travers ce partenariat de long terme avec des consommateurs engagés, j'ai même eu l'occasion d'améliorer mon savoir faire, sans faire la promotion d'un label « bio » commercial. Il y a en effet une différence grandissante entre notre compréhension de notre travail à la ferme et l'approche du label ou de la certification, qui ne sont que des outils marketing. Pour toutes ces raisons, nous voyons d'habitude le système AMAP comme un moyen d'intégration social et économique au niveau local : c'est un germe de renaissance des communautés locales autonomes, un outil puissant pour la souveraineté alimentaire.

La Roumanie, un pays avec une forte histoire paysanne

Doug Knight, Directeur de projet de l'Association Eco Ruralis

En Roumanie, la lutte pour les droits des petits paysans est à la fois difficile et édifiante. Nous avons à faire à un gouvernement qui va à l'encontre de nos droits et en même temps nous pouvons compter sur une population paysanne qui est la plus nombreuse d'Europe et aussi riche de traditions ancestrales. L'association Eco Ruralis a été fondée

en 2009 en Roumanie et représente 4,2 millions de petits paysans qui, jusqu'à alors, ne pouvaient s'exprimer. En 2011, nous sommes devenus la première organisation roumaine membre de la Coordination européenne de La Via Campesina. Des décennies de collectivisation sous le régime communiste et le manque d'intérêt du régime capitaliste font que les petits paysans n'attendent rien de leur gouvernement, par contre, ils continuent à mener une vie traditionnelle, conservant les pratiques non polluantes qui leur ont permis de jouer un rôle dans l'ancienne économie locale. Nous sommes une association de paysans et œuvrons pour tous les paysans de Roumanie. Notre gouvernement actuel se fait le champion de la biotechnologie, déclarant constamment que l'agriculture industrielle est le futur de l'agriculture roumaine; notre travail est d'exprimer les points de vue opposés. Nous sommes encouragés par le fait que le Roumain moyen garde un lien très fort avec la terre, grâce à l'histoire paysanne du pays, la plupart des Roumains sont conscients qu'il faut soutenir la petite paysannerie afin que la Roumanie prospère. Nous sommes optimistes quant au futur des paysans en Roumanie, ils ont survécu à pire et ils forment toujours une force de 4,2 millions.

La filière lait au Burkina Faso et les importations massives de produits laitiers européens

Maurice Oudet, Président du SEDELAN - www.abcburkina.net

Le Burkina Faso est un pays d'Afrique de l'Ouest, avec 16 millions d'habitants dont 3 millions d'éleveurs. La moitié de ces 3 millions d'éleveurs,

sont des familles qui ne vivent, depuis des générations, que de l'élevage. Ces éleveurs possèdent 8 millions de bovins. Mais alors, comment expliquer que la filière lait y soit si peu développée ? La raison en est simple : les importations massives de produits laitiers. Principalement de la poudre de lait venue d'Europe. C'est ainsi qu'il m'arrive de dire que l'ennemi numéro un des éleveurs du Burkina, c'est le sac industriel de 25 kg de lait en poudre. Avant la crise alimentaire de 2008, avec 200 F CFA (0,30 euro) on pouvait acheter assez de poudre de lait pour reconstituer un litre de lait entier. Alors qu'une laiterie qui s'approvisionnait en lait frais produit localement payait le litre de lait à 0,45 euro. Comment expliquer qu'un litre de lait produit en France, en Allemagne ou en Irlande, puisse voyager dans un camion frigorifique jusqu'à l'usine, y subir une lourde transformation, être chargé sur un cargo, se rendre dans un port de l'Afrique de l'Ouest, puis faire 1 000 km par la route, être déchargé dans une centrale d'achat, chargé à nouveau sur un camion puis déchargé chez un détaillant et vendu – avec profit – au consommateur final à un prix si faible ? ! La raison principale est évidemment le dumping ! Il faudrait énumérer toutes les subventions directes ou indirectes qui expliquent une telle réalité. Aujourd'hui, après la crise, la situation s'est légèrement améliorée, mais reste très préoccupante. C'est dire qu'ici au Burkina et dans toute l'Afrique de l'Ouest les éleveurs sont très inquiets. La Souveraineté alimentaire c'est une nécessité et une urgence ! Illustrations: http://www.abcburkina.net/photos/cpf_hongkong/b_2447.jpg http://www.abcburkina.net/photos/cpf_hongkong/mr_2466.jpg

LE MONDE EN PAROLES

En Sierra Leone l'opposition pousse à l'abandon des transactions foncières

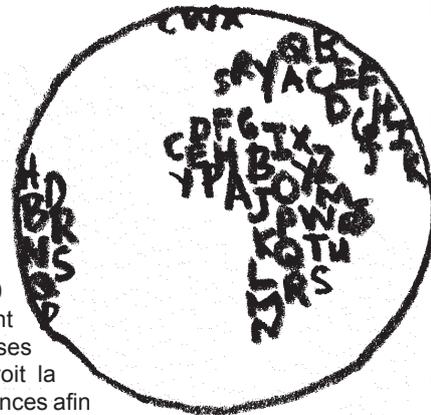
L'un des plus importants partis de l'opposition de la Sierra Leone a demandé à ce que le gouvernement annule les transactions foncières signées avec des investisseurs internationaux, affirmant qu'elles menacent les moyens d'existence des paysans. Cette déclaration a suivi l'annonce de la signature d'un contrat de 258 millions d'euros (368 millions de dollars), par le groupe suisse Addax et Oryx afin de financer un projet d'énergie renouvelable sur 50.000 hectares de terre louée. Le développement d'une plantation de sucre de canne, la construction d'une raffinerie d'éthanol et d'une centrale électrique de biomasse forment partie de ce projet. « Selon nos sources, 10% des 5,4 millions de terre arable du pays ont été loués » déclare Mohamed Bah, porte-parole de l'Alliance Nationale Démocratique. Pour lire l'article complet: www.rnw.nl/africa/bulletin/sierra-leone-opposition-urges-scraping-land-deals

La Banque mondiale doit arrêter de prêter aux accapareurs de terre

Les organisations de la société civile d'Amérique latine, d'Europe et du reste du monde ont publié une lettre ouverte demandant à ce que la société financière internationale de la Banque mondiale rejette un projet de financement de Calyx Agro, compagnie qui acquiert des terres agricoles en Amérique latine pour le compte de riches investisseurs internationaux. Calyx Agro est une filière de Louis Dreyfus, l'un des plus grands marchands au niveau mondial. La Banque mondiale envisage d'accorder un prêt de 30 millions de dollars pour aider Calyx Agro à étendre ses opérations en Amérique latine. La lettre dénonce aussi le soutien continu que la Banque apporte à d'autres investisseurs importants qui accaparent la terre dans le monde entier. Pour lire la lettre en français, anglais ou espagnol consulter: <http://farmlandgrab.org/post/view/18886>

La Bolivie: vers la Souveraineté Alimentaire

Le Président Evo Morales vient de signer une nouvelle loi afin de placer la Bolivie sur la voie de la souveraineté alimentaire. Le financement de cette initiative sera de 500 millions de dollars par an pendant 10 ans. Entre autres nombreuses actions le gouvernement prévoit la création d'une banque de semences afin de préserver et de sélectionner les plantes natives de Bolivie et d'organiser des crédits pour les producteurs locaux. Pour plus d'information : <http://alainet.org/active/47638&lang=es>



Solidarité avec le Honduras

Deux années après le coup militaire qui a eu lieu au Honduras, l'ancien président Manuel Zelaya a rencontré le Front national de résistance populaire (FNRP) à San Pedro Sula, capitale économique du pays, afin de demander la fin d'un régime qui continue à entraver la démocratie. Malgré les violations généralisées des droits humains dirigées spécialement contre les militants, les dirigeants de l'opposition et les journalistes – 12 journalistes ont été assassinés depuis le coup militaire* – la résistance hondurienne reste ferme. Lors de l'assemblée, un Front élargi de résistance populaire (FARP) a été créé, ce nouveau parti offrira une alternative politique aux élections de 2013, dans le but de créer un « nouvel état hondurien. » **

*http://www.baserribizia.info/index.php?option=com_content&view=article&id=2506&Itemid=131, **<http://www.radiomundoreal.fm/Necessary-End?lang=en> Rapports et interviews avec des dirigeants des organisations d'Amérique centrale <http://www.radioteca.net/result.php?id=13030166>

Le prochain bulletin traitera des **Femmes et Souveraineté Alimentaire!** Veuillez envoyer vos contributions - articles, photos, interviews à info@nyeleni.org avant le 30 de août!

A lire, à écouter, à voir et à partager

- *Against the Grain*, GRAIN, un nouveau rapport sur le rôle des fonds de pension dans l'accaparement des terres, juin 2011 http://www.grain.org/articles_files/atg-30-en.pdf
- *Una injusticia llamada PAC*, Veterinarios sin fronteras, mai 2011, <http://www.veterinariossinfronteras.org/news/2011/06/08/0001>
- *La PAC après 2013. Quels enjeux socio-économiques pour le Sud ?* ETOPIA; juillet 2010 <http://www.inter-reseaux.org/groupes-de-travail/politiques-agricoles/article/la-pac-apres-2013-quels-enjeux>
- *Appel de Dakar contre l'accaparement des terres remis au G20*, <http://www.fian.org/news/press-releases/g20-agriculture-hundreds-of-organizations-say-stop-farm-land-grabbing>
- *Sur la responsabilité des sociétés transnationales*, http://www.fian.org/news/press-releases/copy_of_resolution-of-human-rights-council-on-business-and-human-rights-fails-victims-of-transnationals

Pour des informés et plus de références www.nyeleni.org

Personne ne vend la terre où marche son Peuple. Tashunka Witko, 1840-1877

